

Décision n° 98–1048 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 1998 portant attribution de ressources en numérotation à la société A Télécom (numéros de la forme 08 05 00 MC DU)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1998 autorisant la société A Télécom à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir un service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 du 3 février 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 98–310 du 6 mai 1998 de l'Autorité de régulation des télécommunications dédiant le bloc 08 05 PQ MC DU au service libre appel téléphonique ;

Vu les demandes de la société A Télécom reçues le 3 novembre 1998 et le 18 décembre 1998 ;

Après en avoir délibéré le 23 décembre 1998 ;

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 08 05 00 MC DU sont attribués à la société A Télécom pour son service de libre appel téléphonique dans les conditions prévues par la décision n° 98–310 du 6 mai 1998 susvisée.

Article 2 – La société A Télécom acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 – Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 – Au 31 janvier de chaque année, la société A Télécom adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 – Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1998

Le Président

Jean-Michel Hubert